

VII. DISPOSITION GENERALE

Art. 27. Sauf disposition contraire, le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1988.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 avril 1988.

Le Président de l'Exécutif flamand,
Le Ministre communautaire de l'Economie,

G. GEENS

Le Ministre communautaire des Finances et du Budget,

L. WALTNIEL

Le Ministre communautaire de l'Aide sociale, de la Famille et de la Santé publique,

J. LENSSSENS

Le Ministre communautaire de l'Emploi, de la Formation et de la Fonction publique,

T. KELCHTERMANS

Le Ministre communautaire de la Culture,

P. DEWAELE

Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Rénovation rurale
et de la Politique des P.M.E.,

J. DUPRE

Le Ministre communautaire de l'Enseignement et des Affaires bruxelloises,

H. WECKX

Le Ministre communautaire des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire,

J. BEYSEN

Le Ministre communautaire du Logement,

P. BREYNE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 88 — 998

16 MARS 1988. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon déterminant la composition, la mission et le fonctionnement du comité consultatif des locataires et des propriétaires institué auprès du Conseil d'administration de chaque société agréée par la Société régionale wallonne du Logement

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu le Code du Logement, notamment l'article 77bis, inséré par le Décret du Conseil Régional Wallon du 26 janvier 1983;

Vu le Décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 19 mai 1983 relatif aux locations des logements, gérés par la Société Nationale du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, modifié par les arrêtés de l'Exécutif Régional Wallon du 19 juillet 1985, du 11 septembre 1986 et du 8 octobre 1987, notamment les articles 2, 4, 6, 7 et 8;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que la computation des délais des élections des Comités Consultatifs de locataires et de propriétaires pour l'année 1988 est déjà commencée en application de l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 18 janvier 1984 déterminant la composition, la mission et le fonctionnement des Comités consultatifs des locataires et des propriétaires institué auprès du Conseil d'administration de chaque société agréée par la Société Nationale du Logement; qu'il s'indique de postposer la date des élections pour procéder à celles-ci sur base du nouvel arrêté, qu'il est nécessaire d'interrompre au plus tôt la procédure engagée;

Sur la proposition du Ministre de la Région Wallonne pour le Logement et la Tutelle,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1. **Ministre** : le Ministre de la Région Wallonne qui a le logement dans ses attributions.

2. **Administration** : l'Inspection Générale du Logement.

3. **Société** : la Société agréée par la Société régionale wallonne du Logement et à laquelle est applicable l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 mai 1983 relatif aux locations des logements gérés par la Société nationale du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, modifié par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon du 19 juillet 1985, du 11 septembre 1986 et du 8 octobre 1987.

4. **Logement** : l'appartement ou la maison aménagé pour l'habitation d'un ou de plusieurs ménages.

5. Locataires : les personnes titulaires d'un bail et les membres des ménages qui occupent le logement, tels qu'ils sont définis par l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 19 mai 1983 relatif aux locations des logements gérés par la Société nationale du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, modifié par les arrêtés de l'Exécutif Régional Wallon du 19 juillet 1985, du 11 septembre 1986 et du 8 octobre 1987.

6. Propriétaires : les personnes titulaires du droit de propriété sur un logement ayant appartenu à la société.

CHAPITRE II. — Composition

Art. 2. Il est institué auprès du Conseil d'administration de chaque société un Comité consultatif des locataires et des propriétaires; celui-ci est composé de membres effectifs et, éventuellement, de membres suppléants.

Les membres effectifs sont au nombre de 5, de 7, de 9 ou de 11 selon respectivement que le nombre des logements occupés par les électeurs et qui dépendent de la société est inférieur à 1 000, inférieur à 2 000, inférieur à 3 000 ou égal ou supérieur à 3 000.

Art. 3. Il est procédé tous les quatre ans, le deuxième samedi du mois de mai, à l'élection des membres du Comité consultatif des locataires et propriétaires, dénommé ci-dessous « le Comité ».

Les opérations de vote ont lieu de 8 à 12 heures.

Art. 4. Les membres du Comité sont élus par les personnes qui, le 1^{er} septembre de l'année qui précède l'année de l'élection, avaient la qualité de locataire ou de propriétaire et occupent effectivement le logement et, à cette date, étaient âgés de dix-huit ans au moins.

Le vote n'est pas obligatoire.

Art. 5. Quatre mois avant l'élection, le conseil d'administration de la société dénommé ci-dessous « le Conseil » dresse la liste des électeurs par ordre alphabétique. Pendant les quinze jours qui suivent, la liste est affichée au siège de la société agréée, avec le texte du présent Arrêté.

Art. 6. Au cours du délai d'affichage prévu à l'article 5, les locataires et les propriétaires visés à l'article 4, alinéa 1^{er}, peuvent introduire une demande motivée visant à leur inscription ou à la radiation d'inscriptions qu'ils considèrent comme irrégulières.

Les réclamations sont adressées à la société par lettre recommandée à la poste ou déposées à son siège contre accusé de réception.

Le Conseil statue dès la réception de la réclamation et notifie sa décision sans délai à l'auteur de la réclamation par lettre recommandée à la poste.

A défaut de notification dans les 8 jours de l'envoi ou du dépôt de la réclamation, l'inscription demandée est réputée acquise ou la radiation refusée.

Art. 7. Dans les 16 jours de l'envoi ou du dépôt de la réclamation visée à l'article 6, alinéa 2, l'auteur de la réclamation peut introduire par lettre recommandée, à la poste un recours auprès de la Commission de Recours et de Contrôle visée à l'article 28.

La Commission statue dès réception du recours. Elle notifie sa décision sans délai à l'auteur de la réclamation et au Conseil par lettre recommandée à la poste.

A défaut de notification dans les 16 jours, l'inscription demandée est réputée acquise ou la radiation refusée.

Art. 8. Sont éligibles les électeurs de bonne vie et mœurs, qui sont locataires ou propriétaires et l'étaient déjà le 1^{er} janvier de l'année qui précède l'année de l'élection et qui, s'ils sont locataires, sont en règle de paiement de loyer au moment du dépôt de leur candidature.

Ne peuvent être élus, ni les membres du Conseil, ni les membres de la société, ni les employés de la Société, ni les membres de la famille des uns et des autres qui habitent sous le même toit.

Ne peut également être élue toute personne exerçant un mandat politique conféré par élection directe ou indirecte et de bourgmestre.

Dans les huit jours de la notification du rejet d'une candidature par la société sur base des dispositions du présent article, l'intéressé peut introduire par lettre recommandée à la poste, un recours auprès de la Commission de Recours et de Contrôle visée à l'article 28. Celle-ci statue dès la réception du recours. Elle notifie sa décision sans délai à l'auteur de la réclamation et au Conseil par lettre recommandée à la poste. A défaut de notification dans les 16 jours la candidature est réputée acquise.

Art. 9. Les candidatures doivent être introduites au plus tard le soixantième jour avant l'élection. Elles sont adressées à la société par lettre recommandée à la poste ou déposées à son siège contre accusé de réception.

Art. 10. « Le cinquantième jour avant l'élection, le Conseil convoque chacun des électeurs par lettre individuelle.

La convocation indique la date et le lieu de l'élection, le nombre de sièges à pourvoir ainsi que la liste des candidats dressée conformément à l'article 11.

Elle rappelle que les opérations de vote ont lieu de 8 à 12 heures.

Elle reproduit les articles 8 à 12 du présent arrêté.

Le texte de la convocation est affiché au siège de la société jusqu'au jour de l'élection. »

Art. 11. Le cinquantième jour avant l'élection, le Conseil dresse la liste des candidats par ordre alphabétique. Cette liste est affichée au siège de la société selon le cas jusqu'au jour de l'élection ou jusqu'à la constatation de l'arrêt de la procédure électorale ou la proclamation de l'élection sans lutte, prévue à l'article 13.

Art. 12. Les réclamations relatives à la liste des candidats doivent être introduites au plus tard le quarantième jour avant l'élection par lettre recommandée à la poste, auprès de la Commission de Recours et de Contrôle visée à l'article 28.

Celle-ci statue et notifie sa décision sans délai à l'auteur de la réclamation et au Conseil, par lettre recommandée à la poste.

Si les notifications n'ont pas été faites au plus tard le trentième jour avant l'élection, la réclamation est réputée acceptée.

Art. 13. Au cas où le nombre de candidats est inférieur de plus de deux au nombre des membres effectifs à élire, fixé conformément à l'article 2, alinéa 2, la procédure électorale est arrêtée.

Au cas où le nombre de candidats n'est pas inférieur de plus de deux au nombre de membres effectifs à élire, les candidats sont proclamés élus sans lutte.

Le Conseil constate l'arrêt de la procédure électorale ou proclame l'élection sans lutte. Dans les deux cas, il en informe les électeurs.

Art. 14. Le Conseil assure l'organisation matérielle de l'élection. Il prend les dispositions nécessaires au respect du secret du vote.

Il y a au moins un bureau de vote par 1 000 électeurs. Un bureau est établi au siège de la société.

Le 22^e jour avant les élections, la localisation des autres bureaux éventuels est décidée par le Conseil dans l'intérêt des électeurs en fonction de l'éloignement des logements et de la répartition des électeurs.

Le nombre et la localisation des bureaux est affichée au siège de la Société durant les 5 jours qui suivent.

Au cours du délai d'affichage prévu à l'alinéa précédent, les locataires et les propriétaires visés à l'article 4, alinéa 1^{er}, peuvent introduire une réclamation par lettre recommandée à la poste, auprès de la Commission de Recours et de Contrôle visée à l'article 28 concernant le nombre ou la localisation des bureaux.

La Commission statue dès réception des réclamations. Elle notifie sa décision sans délai à l'auteur de la réclamation et au Conseil, par lettre recommandée à la poste.

A défaut de notification dans les 10 jours, la réclamation est réputée refusée.

Art. 15. Le vingt-deuxième jour avant l'élection, le Conseil désigne les membres des bureaux de vote et du bureau de dépouillement, il désigne des membres suppléants de ces bureaux s'il y a lieu.

Les bureaux de vote et le bureau de dépouillement sont composés d'au moins 3 personnes dont le président. Le président est un membre du Conseil. Il choisit un secrétaire parmi les électeurs non-candidats, mais éligibles.

Art. 16. Le vingtième jour avant l'élection, le Conseil détermine la forme du bulletin de vote.

Doivent figurer sur le bulletin de vote, la dénomination de la société, la date de l'élection, et la liste des candidats dressées par ordre alphabétique ainsi que, en face de chacun des noms des candidats, une case pour le vote.

Le Conseil prend les dispositions nécessaires pour que le nombre des bulletins de vote soit supérieur au nombre des électeurs.

Art. 17. Les candidats peuvent assister aux opérations de vote et de dépouillement.

Art. 18. L'électeur est admis au vote sur présentation de sa carte d'identité et de sa lettre de convocation.

L'électeur qui n'est pas muni de sa lettre de convocation est admis au vote s'il figure sur la liste prévue aux articles 5 à 7.

Art. 19. L'électeur vote pour un ou pour plusieurs candidats. Toutefois, le bulletin est nul s'il contient plus de suffrages qu'il n'y a de membres effectifs à élire.

Art. 20. L'électeur plie son bulletin en quatre, de manière à cacher son vote, et le dépose dans l'urne prévue à cet effet.

Toute marque quelconque permettant d'identifier l'électeur rend le bulletin nul.

Sont également nuls, les bulletins autres que ceux qui ont été remis à l'électeur au moment du vote.

Art. 21. Le dépouillement s'opère le jour du vote à partir de 13 heures.

Le bureau de dépouillement relève le nombre des voix obtenues par chacun des candidats et établit la liste des élus effectifs et suppléants; il dresse le procès-verbal de ces opérations.

Il invite les candidats présents à signer le procès-verbal.

Art. 22. Sont élus membres effectifs, les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

En cas de parité de voix, est élu le candidat qui occupe un logement depuis le plus grand nombre d'années.

En cas de parité de voix et d'années d'occupation, est élu le candidat le plus âgé.

Les parties d'années d'occupation ne sont pas comptées.

Art. 23. Sont élus membres suppléants, les candidats non élus membres effectifs qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

Le nombre des membres suppléants ne peut dépasser celui des membres effectifs.

L'ordre des suppléants est déterminé par le nombre des voix obtenues. Le cas échéant, il est fait application de l'article 22, alinéas 2 à 4.

Art. 24. Dans les quarante-huit heures de l'élection, le président du bureau de dépouillement adresse un exemplaire du procès-verbal des opérations de ce bureau, par lettre recommandée à la poste, à la Commission de Recours et de Contrôle visée à l'article 28.

Dans le même délai, le Conseil affiche un exemplaire du procès-verbal au siège de la société et en adresse un autre à chaque candidat.

Art. 25. Dans les huit jours de l'élection, tout candidat peut introduire par lettre recommandée à la poste une réclamation auprès de la Commission de Recours et de Contrôle visée à l'article 28.

Celle-ci statue et notifie sa décision sans délai à l'auteur de la réclamation et au Conseil, par lettre recommandée à la poste.

A défaut de notification dans les trente jours qui suivent l'élection, la réclamation est réputée acceptée.

Art. 26. Cesse de faire partie du Comité, le membre effectif qui ne satisfait plus aux conditions d'éligibilité définies à l'article 8. En outre, le membre suppléant qui ne remplit plus ces mêmes conditions ne peut, s'il y échet, être désigné pour l'exercice d'un mandat effectif. Le Conseil constate que l'intéressé, selon le cas, a cessé ou ne peut faire partie du Comité et le lui notifie par lettre recommandée à la poste.

Dans les huit jours de la réception de la lettre de notification, l'intéressé peut introduire par lettre recommandée à la poste, une réclamation auprès de la Commission de Recours et de Contrôle visée à l'article 28.

Celle-ci statue et notifie sa décision sans délai à l'auteur de la réclamation et au Conseil, par lettre recommandée à la poste.

A défaut de notification dans les trente jours qui suivent l'envoi de la réclamation, celle-ci est réputée acceptée.

Art. 27. Le membre effectif qui a cessé de faire partie du Comité ou dont le mandat vient à expiration est remplacé par un membre suppléant dans l'ordre prévu à l'article 23, alinéa 3.

Le Comité n'est plus valablement constitué lorsque le nombre de ses membres est inférieur à trois.

Art. 28. Il est institué une Commission de Recours et de Contrôle dénommée ci-après « la Commission ».

Elle est composée :

— d'un président désigné par l'Exécutif régional wallon.

— de deux membres désignés par le Ministre parmi les agents statutaires de niveau I de l'Administration;

— de deux membres désignés par le Ministre parmi les agents statutaires de niveau I du personnel de la Société régionale wallonne du Logement.

Le siège de la Commission est établi à l'Administration. Le secrétariat de la Commission est également assuré par l'Administration qui en supporte les frais.

Outre les attributions prévues aux articles 7, 8, 12, 24, 25 et 26, la Commission dispose d'un pouvoir général de contrôle. A ces fins, elle peut également requérir tout agent de l'Administration.

Les frais de parcours et de séjour des membres de la Commission et des agents de l'Administration requis par elle, sont ceux qui sont d'application pour les agents de l'Administration des rangs 10 à 15. Ces frais sont à charge du budget de la Région wallonne.

CHAPITRE III. — *Mission et fonctionnement*

Art. 29. L'avis du comité doit être demandé dans les matières suivantes :

1° les relations entre la société agréée et les propriétaires et locataires et l'information relative à toute matière portant sur les droits et obligations respectifs des sociétés, d'une part, et des propriétaires et des locataires, d'autre part;

2° l'animation et les activités sociales et culturelles dans les immeubles ou groupes d'immeubles dépendant de la société;

3° l'entretien et la rénovation des logements et de leurs abords;

4° le décompte annuel des charges, ventilé selon leur nature, et le montant des provisions y afférentes;

5° les mesures générales à prendre pour le recouvrement des arriérés de loyers et de charges;

6° le règlement d'ordre intérieur des immeubles.

L'avis du Comité peut être demandé dans toute autre matière qui entre dans l'objet de la société.

Aucun avis ne peut porter sur des cas individuels.

Le Comité peut faire au Conseil toute suggestion d'intérêt général dans les matières énumérées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 30. Le Comité se réunit dans les quatre mois qui suivent son élection. Il élit parmi ses membres un bureau qui comprend au moins un Président et un Secrétaire. Il donne immédiatement connaissance au Président du Conseil de la composition du bureau.

Il ne peut se réunir ultérieurement tant qu'il n'a pas adopté un règlement d'ordre intérieur et ne l'a communiqué au Président du Conseil.

Le Comité détermine de commun accord avec le Président du Conseil ou son délégué le mode de transmission des informations nécessaires à son bon fonctionnement.

Art. 31. Le Comité émet ses avis à la majorité des voix des membres présents qui le composent.

En cas de partage des voix, l'avis est rejeté. Le Comité ne peut rendre d'avis qu'autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

La société met à la disposition du Comité les locaux nécessaires à son bon fonctionnement et prend en charge les frais de secrétariat. Toute contestation est soumise au Conseil d'administration de la Société Régionale Wallonne du Logement, qui statue après avoir entendu la société et le Président du Comité ou son délégué.

Le mandat des membres du Comité est gratuit.

Art. 32. Une fois par trimestre au moins, sans préjudice de l'application de l'article 30, alinéa 2, à l'invitation du Président du Conseil ou de son délégué ou à la demande de deux tiers au moins des membres du Comité, le Président du Comité convoque celui-ci à une réunion à laquelle assistent un ou plusieurs représentants de la société et au cours de laquelle sont discutées les demandes d'avis formulées par le Conseil.

Le Président du Conseil ou son délégué établit l'ordre du jour de la réunion et assume la présidence de celle-ci.

La convocation se fait par écrit et à domicile au moins 7 jours francs avant celui de la réunion; elle contient l'ordre du jour.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au Président du Conseil ou à son délégué au moins 3 jours francs avant la réunion; elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le Comité.

Les autres modalités des réunions visées à l'alinéa 1^{er}, y compris le choix des jours de la semaine qui s'y prêtent le mieux, sont fixées de commun accord par le président du Conseil ou son délégué et le président du Comité.

L'avis est donné dans les dix jours ouvrables à partir de la réunion au cours de laquelle la demande d'avis a été mise en discussion. A défaut d'avis communiqué au Président du Conseil à l'expiration de ce délai, l'avis est réputé favorable.

Toute décision du Conseil relative à un avis donné par le Comité est notifiée au Président du Comité dans les dix jours qui suivent la réunion du Conseil.

Art. 33. Si le président du Conseil ou son délégué et le président du Comité ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les modalités visées à l'article 32, alinéa 4, la décision est prise par la Société régionale wallonne du Logement sur avis de la Commission.

Art. 34. Si, au cours d'un trimestre, aucune réunion n'a été tenue, sans préjudice de l'application de l'article 33, le Directeur général de la Société régionale wallonne du Logement ou son délégué, à la demande du Président du Comité, ou du Président du Conseil ou de son délégué, convoque une réunion qui doit se tenir sous sa présidence, dans le trimestre qui suit.

Art. 35. Dans le cas où le Conseil prend une décision dans une des matières visées à l'article 29, alinéa 1^{er}, sans avoir consulté le Comité, cette décision est suspendue.

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires*

Art. 36. § 1^{er}. Les dispositions du présent Arrêté s'appliquent aux sociétés agréées par la Société nationale du Logement jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public.

§ 2. Jusqu'à la première réunion du Comité élu en exécution du présent arrêté, le Comité élu en exécution de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 janvier 1984 déterminant la composition, la mission et le fonctionnement du Comité consultatif de locataires et de propriétaires, institué auprès du Conseil d'administration de chaque société agréée par la Société Nationale du Logement, continue à exercer sa mission.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 37. Par dérogation à l'article 3, alinéa 1^{er}, il est procédé, en 1988, à l'élection des membres du Comité le 10 décembre 1988.

Art. 38. Sont abrogés :

— l'Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 janvier 1984 déterminant la composition, la mission et le fonctionnement du Comité consultatif des locataires et des propriétaires, institué auprès du Conseil d'administration de chaque société agréée par la Société nationale du Logement;

— l'Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1987 concernant la composition, la mission et le fonctionnement du Comité consultatif des locataires et des propriétaires institué auprès de chaque société agréée par la Société Régionale Wallonne du Logement modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 28 janvier 1986.

Art. 39. Le présent Arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 40. Le Ministre de la Région Wallonne ayant le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent Arrêté.

Bruxelles, le 16 mars 1988.

Le Ministre de la Région wallonne pour le Budget, les Finances et le Logement,
A. DALEM

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Eau,
de la Rénovation rurale, de la Conservation de la nature, du Personnel et de l'Administration,
G. COËME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 88 — 998

16. MÄRZ 1988. — **Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Festlegung der Aufgabe, der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des Beratungsausschusses der Mieter und Eigentümer der beim Verwaltungsrat jeder von der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien anerkannten Gesellschaft eingesetzt wird**

Aufgrund des Wohngesetzbuches, insbesondere des durch das Dekret des Wallonischen Regionalrats vom 26. Januar 1983 eingefügten Artikels 77 bis;

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive über das Vermieten der von der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft oder von von dieser anerkannten Gesellschaften verwalteten Wohnungen, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Juli 1985, vom 11. September 1986 und vom 8. Oktober 1987, insbesondere der Artikel 2, 4, 6, 7 und 8;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des durch das Gesetz vom 9. August 1980 abgeänderten Artikels 3, § 1;

In der Erwägung, dass die Berechnung der Fristen für die Gestaltung des Wahrfahrens der Beratungsausschüsse der Mieter und Eigentümer in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Januar 1984 zur Festlegung der Zusammensetzung, der Aufgabe und der Arbeitsweise des beim Verwaltungsrat jeder von der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft anerkannten Gesellschaft eingesetzten Beratungsausschüsse der Mieter und Eigentümer schon aufgenommen wurde; dass es angebracht ist, die Wahl aufzuschreiben, damit sie auf der Grundlage des neuen Erlasses vorgenommen werden kann; dass es notwendig ist, das eingeleitete Verfahren so bald wie möglich zu unterbrechen;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der Finanzen und des Wohnungswesens für die Wallonische Region;

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1. Zwecks Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1. Minister : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

2. Verwaltung : die Generalinspektion des Wohnungswesens;

3. Gesellschaft : die von der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien anerkannten Gesellschaft; und auf die der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Mai 1983 über das Vermieten der von der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft oder von von dieser anerkannten Gesellschaften verwalteten Wohnungen, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Juli 1985, vom 11. August 1986 und vom 8. Oktober 1987 Anwendung findet;

4. Wohnung : das Appartement oder das Haus, die für die Bewohnung eines bzw. mehrerer Haushalte eingerichtet worden ist;

5. Mieter : die Personen, die Inhaber eines Mietvertrags sind und die Mitglieder der Haushalte, die die Wohnung beziehen, so wie sie im Erlass der Wallonischen Regionalexekutive über das Vermieten der von der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft oder von von dieser anerkannten Gesellschaften verwalteten Wohnungen, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Juli 1985, vom 11. August 1986 und vom 8. Oktober 1987 erwähnt sind;

6. Eigentümer : die Personen, die Inhaber eines Eigentumsrechtes an einer Wohnung, die der Gesellschaft gehört hat.

KAPITEL II. — Zusammensetzung

Art. 2. Es wird beim Verwaltungsrat jeder Gesellschaft ein Beratungsausschuss der Mieter und Eigentümer eingeführt; dieser setzt sich aus ordentlichen und, gegebenenfalls, aus Ersatzmitgliedern zusammen.

Es gibt 5, 7, 9 oder 11 Mitglieder je nach dem, ob die Anzahl der von den Wählern bezogenen und der Gesellschaft zugeordneten Wohnungen unter 1 000, unter 2 000, unter 3 000 oder gerade bei bzw. über 3 000 liegt.

Art. 3. Die Mitglieder des nachstehend « der Ausschuss » genannten Beratungsausschusses der Mieter und Eigentümer werden jedes vierte Jahr, am zweiten Samstag des Monats Mai gewählt.

Die Wahlverrichtungen finden zwischen 8 und 12 Uhr statt.

Art. 4. Die Mitglieder des Ausschusses werden von Personen, die am 1. September des Jahres, das dem Wahljahr vorangegangen ist, die Mietereigenschaft hatten und die Wohnung tatsächlich bewohnen, und die an diesem Tag wenigstens das 18. Lebensjahr erreicht hatten.

Es besteht keine Wahlpflicht.

Art. 5. Vier Monate vor der Wahl stellt der nachstehend « den Rat » genannte Verwaltungsrat der Gesellschaft die Liste der Wähler in alphabetischen Reihenfolge auf. Während der fünfzehn darauffolgenden Tage muss diese Liste am Sitz der anerkannten Gesellschaft mit dem Wortlaut des vorliegenden Erlasses ausgehängt werden.

Art. 6. Während der in Artikel 5 vorgesehenen Aushangfrist können die in Artikel 4, Abs. 1 erwähnten Mieter und Eigentümer einen begründeten Antrag zwecks ihrer Eintragung in die Liste bzw. Streichung der Eintragungen, die sie als ordnungswidrig betrachten, einreichen.

Die Beschwerden sind der Gesellschaft zuzustellen oder gegen Eingangsbestätigung am Sitz der Gesellschaft abzugeben.

Der Rat hat sofort nach Eingang über die Beschwerden zu befinden und seine Entscheidung dem Beschwerdeführer unverzüglich per Einschreiben zuzustellen.

Erfolgt keine Benachrichtigung binnen acht Tagen nach Versand oder Abgabe der Beschwerdeschrift, so gilt die beantragte Eintragung als zugesagt bzw. die Streichung als abgelehnt.

Art. 7. Binnen sechzehn Tagen nach Versand oder Abgabe der in Artikel 6, Abs. 2 bezeichneten Beschwerdeschrift kann der Beschwerdeführer bei der in Artikel 28 erwähnten Einspruchs- und Kontrollkommission per Einschreiben Einspruch erheben.

Die Kommission hat sofort nach Eingang des Einspruchs zu entscheiden. Sie muss ihre Entscheidung dem Beschwerdeführer und dem Rat per Einschreiben zuzustellen.

Erfolgt keine Benachrichtigung innerhalb zehn Tagen, so gilt die beantragte Eintragung als zugesagt bzw. die Streichung als abgelehnt.

Art. 8. Als wählbar gelten die Wähler mit guten Sitten, die Mieter oder Eigentümer sind und die es am 1. Januar des dem Wahljahr vorangegangenen Jahres bereits waren und die, wenn sie Mieter sind, zum Zeitpunkt des Einreichens ihrer Kandidatur ihren Mietzins regelmässig bezahlt haben.

Weder die Ratsmitglieder, noch die Gesellschaftsmitglieder, noch die Angestellten der Gesellschaft, noch die Familienangehörigen der Vorerwähnten, wenn sie mit ihnen in häuslicher Gemeinschaft wohnen, dürfen gewählt werden.

Personen, die ein politisches Mandat, das aufgrund einer unmittelbaren oder mittelbaren Bürgermeisterwahl verliehen worden ist, wahrnehmen, dürfen ebenfalls nicht gewählt werden.

Innerhalb acht Tagen nach der Benachrichtigung der Ablehnung einer Kandidatur durch die Gesellschaft aufgrund der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses kann der Betreffende Einspruch bei der in Artikel 28 erwähnten Einspruchs- und Kontrollkommission per Einschreiben erheben. Erfolgt keine Benachrichtigung innerhalb sechzehn Tagen, so gilt die Kandidatur als zulässig.

Art. 9. Kandidaturen müssen spätestens sechzig Tagen vor der Wahl eingereicht werden. Sie sind der anerkannten Gesellschaft per Einschreiben zu versenden oder am Gesellschaftssitz gegen Eingangsbestätigung abzugeben.

Art. 10. Am fünfzigsten Tag, der dem Wahltag vorangeht, fordert der Rat jeden einzelnen Wähler mit einem persönlichen Schreiben zur Wahl auf.

Die Wahlaufforderung muss folgende Angaben beinhalten :

Wahltag, Wahlort, die Anzahl der zu besetzenden Sitze und die gemäss Artikel 11 aufgestellte Kandidatenliste.

Es muss darin erwähnt werden, dass die Wahl von 8.00 bis 12.00 Uhr abgehalten wird.

Die Artikel 8 bis 12 des vorliegenden Erlasses sind im Wortlaut darin aufzuführen.

Der Wortlaut der Wahlaufforderung ist bis zum Wahltag am Gesellschaftssitz aufzuhängen.

Art. 11. Am fünfzigsten Tag vor der Wahl hat der Rat die Kandidatenliste in alphabetischer Reihenfolge auszusteilen. Diese Liste ist am Gesellschaftssitz auszuhängen und zwar je nach Fall, bis zum Wahltag oder bis zu der in Artikel 13 erwähnten Einstellung des Wahlvorgangs bzw. der Verkündung des Ergebnisses der kampflosen Wahl.

Art. 12. Beschwerden bezüglich der Kandidatenliste müssen spätestens am vierzigsten Tag vor der Wahl per Einschreiben bei der in Artikel 28 erwähnten Einspruchs- und Kontrollkommission eingereicht werden.

Die Kommission hat sofort darüber zu befinden und den Beschwerdeführer unverzüglich über seine Entscheidung per Einschreiben zu benachrichtigen.

Erfolgt keine Benachrichtigung bis spätestens zum dreissigsten Tag vor der Wahl, so gilt die Beschwerde als zugelassen.

Art. 13. Fehlen gegenüber der gemäss Artikel 2, Abs. 2 festgelegten Anzahl der zur Wahl ausgeschriebenen Mitgliedsposten mehr als zwei Kandidaten, so ist das Wahlverfahren einzustellen.

Fehlen gegenüber der Anzahl der zur Wahl ausgeschriebenen Mitgliedsposten weniger als zwei Kandidaten, so werden die Kandidaten als kampflos erklärt.

Der Rat stellt die Einstellung des Wahlvorgangs fest oder verkündet die kampflose Wahl. In beiden Fällen hat er die Wähler entsprechend zu benachrichtigen.

Art. 14. Der Rat gewährleistet die materielle Durchführung der Wahl. Er trifft die notwendigen Vorkehrungen zur Wahrung des Wahlgeheimnisses.

Es ist wenigstens ein Wahlbüro für je eintausend Wähler vorzusehen. Ein Büro ist am Gesellschaftssitz einzurichten.

Am zweiundzwanzigsten Tag wird die Lokalisierung der anderen etwaigen Büros durch den Rat im Interesse der Wähler und unter Berücksichtigung der Entfernung der Wohnungen und der Streuung der Wähler vorgenommen.

Die Anzahl und die Lokalisierung der Büros werden am Sitz der Gesellschaft während den fünf darauffolgenden Tagen ausgehängt.

Während der im vorstehenden Absatz erwähnten Aushangfrist können die Mieter und Eigentümer, die in Artikel 4, Abs. 1 erwähnt sind, bei der in Artikel 28 erwähnten Einspruchs- und Kontrollkommission eine Beschwerde bezüglich der Anzahl oder der Lokalisierung der Büros per Einschreiben einreichen.

Die Kommission hat sofort nach Eingang der Beschwerden zu entscheiden. Sie teilt dem Beschwerdeführer und dem Rat ihre Entscheidung unverzüglich per Einschreiben mit.

Erfolgt keine Benachrichtigung innerhalb zehn Tagen, so gilt die Beschwerde als abgelehnt.

Art. 15. Am zweiundzwanzigsten Tag vor der Wahl bezeichnet der Rat die Mitglieder der Wahlbürovorstände und des Zählbürovorstandes; er bezeichnet, falls erforderlich, die Ersatzmitglieder für diese Vorstände.

Die Wahlbürovorstände und der Zählbürovorstand bestehen aus mindestens drei Mitgliedern, einschliesslich des Vorsitzenden. Der Vorsitzende ist Mitglied des Rates. Er sucht sich einen Sekretär unter den wählbaren Wählern, die nicht auf der Kandidatenliste stehen.

Art. 16. Am zwanzigsten Tag vor der Wahl bestimmt der Rat die Gestalt des Stimmzettels.

Der Stimmzettel enthält: die Bezeichnung der Gesellschaft, das Wahldatum, die Liste der Kandidaten in alphabetischer Reihenfolge sowie ein Stimmfeld vor jedem Kandidatennamen.

Der Rat hat dafür zu sorgen, dass ausreichend Stimmzettel zur Verfügung stehen.

Art. 17. Die Kandidaten dürfen bei den Wahl- und Zählvorgängen zugegen sein.

Art. 18. Die Wähler werden auf Vorlage des Personalausweises und der Wahlaufforderung zur Wahl zugelassen.

Die Wähler, die ohne Wahlaufforderung erscheinen, werden zur Wahl zugelassen, wenn sie auf der in Artikeln 5 bis 7 erwähnten Liste eingetragen sind.

Art. 19. Der Wähler gibt seine Stimme für einen oder mehrere Kandidaten ab. Der Stimmzettel ist jedoch ungültig, wenn darauf mehr Stimmen abgegeben wurden, als ordentliche Mitglieder zu wählen waren.

Art. 20. Der Wähler faltet den Stimmzettel in vier, so dass seine Stimmgabe nicht zu sehen ist, und wirft ihn dann in die vorgesehene Urne.

Durch irgendwelche Kennzeichnung, die auf den Wähler schliessen lassen könnte, wird der Stimmzettel ungültig.

Ausser den dem Wähler bei der Stimmgabe überreichten Stimmzetteln, sind alle weiteren Stimmzettel ebenfalls ungültig.

Art. 21. Die Stimmenzählung erfolgt am Wahltag, ab 13 Uhr.

Der Zählbürovorstand zählt die Stimmen, die für jeden der einzelnen Kandidaten abgegeben wurden und erstellt eine Liste mit den gewählten ordentlichen und den Ersatzkandidaten; über diese Vorgänge hat er ein Protokoll aufzunehmen.

Er fordert die anwesenden Kandidaten auf, das Protokoll zu unterzeichnen.

Art. 22. Kandidaten, die die höchste Stimmenanzahl auf sich vereinigen konnten, gelten als ordentliche Mitglieder gewählt.

Bei Stimmgleichheit gilt derjenige Kandidat als gewählt, der eine Wohnung über eine höhere Anzahl Jahre hinweg bezieht.

Bei Stimmen- und Bezugsjahrengleichheit gilt der älteste Kandidat als gewählt.

Unvollständige Bezugsjahre bleiben unberücksichtigt.

Art. 23. Gelten als gewählte Ersatzmitglieder Kandidaten mit der höchsten Stimmenanzahl, die nicht zu ordentlichen Ausschussmitgliedern gewählt wurden.

Es dürfen nicht mehr Ersatzmitglieder als ordentliche Mitglieder gewählt werden.

Die Reihenfolgebestimmung der Ersatzmitglieder erfolgt gemäss den erhaltenen Stimmenanzahl. Gegebenenfalls kommt Artikel 22, Abs. 2 bis 4 zur Anwendung.

Art. 24. Innerhalb achtundvierzig Stunden nach der Wahl übermittelt der Zählbürovorstandsvorsitzende der in Artikel 28 erwähnten Einspruchs- und Kontrollkommission ein Exemplar des Protokolls des Zählbüros per Einschreiben.

Innerhalb der gleichen Frist hat der Rat eine Ausfertigung am Sitz der Gesellschaft auszuhängen sowie jedem Kandidaten ein weiteres Exemplar davon zuzustellen.

Art. 25. Jeder Kandidat kann innerhalb acht Tagen nach der Wahl eine Beschwerde per Einschreiben bei der in Artikel 28 erwähnten Einspruchs- und Kontrollkommission einreichen.

Letztere hat sofort darüber zu befinden und dem Beschwerdeführer und dem Rat die gefällte Entscheidung unverzüglich per Einschreiben zuzustellen.

Erfolgt keine Zustellung binnen dreissig Tagen nach der Wahl, so gilt die Beschwerde als zugelassen.

Art. 26. Ordentliche Mitglieder, die die in Artikel 8 angegebenen Bedingungen in bezug auf die Wählbarkeit nicht mehr erfüllen, verlieren ihre Eigenschaft als Ausschussmitglieder. Ferner können Ersatzmitglieder, die diese Bedingungen nicht mehr erfüllen, gegebenenfalls bezeichnet werden, um ein ordentliches Mandat auszuüben. Der Rat bestätigt, je nach Fall, dass der Betreffende kein Ausschussmitglied mehr ist oder werden darf und teilt ihm dies per Einschreibebrief mit.

Innerhalb acht Tagen nach Erhalt der Zustellung kann der Betreffende eine Beschwerde bei der in Artikel 28 erwähnten Einspruchs- und Kontrollkommission per Einschreiben einreichen.

Letztere hat sofort darüber zu befinden und dem Beschwerdeführer und dem Rat die gefällte Entscheidung per Einschreiben unverzüglich zuzustellen.

Erfolgt keine Zustellung innerhalb dreissig Tagen nach Versand der Beschwerde, so gilt diese als zugelassen.

Art. 27. Gehört ein ordentliches Mitglied dem Ausschuss nicht mehr an oder ist seine Amtszeit abgelaufen, so ist es durch ein Ersatzmitglied entsprechend der in Artikel 23, Abs. 3 angegebenen Reihenfolge zu ersetzen.

Mit weniger als drei Mitglieder hat der Ausschuss keine ordnungsgemässe Zusammensetzung mehr.

Art. 28. Es wird eine Einspruchs- und Kontrollkommission, in weiteren Verlauf « die Kommission » genannt, eingesetzt.

Sie hat folgende Zusammensetzung :

- einen durch die Wallonischen Regionalexekutivebezeichneten Vorsitzenden;
- zwei durch den Minister unter den Beamten der Stufe 1 der Verwaltung bezeichnete Mitglieder;
- zwei durch den Minister unter den Beamten der Stufe 1 des Personals der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien bezeichnete Mitglieder.

Der Sitz der Kommission wird bei der Verwaltung eingerichtet. Das Sekretariat der Kommission wird ebenfalls durch die Verwaltung, die die Kosten trägt, gewährleistet.

Ausser den in den Artikeln 7, 8, 12, 24, 25 und 26 erläuterten Zuständigkeiten besitzt die Kommission eine allgemeine Kontrollbefugnis für das Wahlverfahren. Zu diesem Zweck steht es ihr zu, jeden einzelnen Bediensteten der Verwaltung einzusetzen.

Die Fahrt- und Aufenthaltskosten der Kommissionsmitglieder und der Bediensteten der Verwaltung, die von der Kommission eingesetzt werden, sind diejenigen, die für die Bediensteten der Verwaltung der Rangstufen 10 bis 15 gelten. Diese Kosten sind zu Lasten des Haushaltsplanes der Wallonischen Region.

KAPITEL III. — Aufgabe und Arbeitsweise

Art. 29. Der Ausschuss muss in den folgenden Angelegenheiten um ein Gutachten ersucht werden :

1° die Beziehungen zwischen der anerkannten Gesellschaft und den Eigentümern und Mietern sowie die Information in bezug auf alle Angelegenheiten betreffend die jeweiligen Rechte und Pflichten der Gesellschaften einerseits, und der Eigentümer und Mieter, andererseits;

2° die sozio-kulturellen Animation und Tätigkeiten in den Wohngebäuden bzw. in Gruppen von Wohngebäuden, die der Gesellschaft zugeordnet worden sind;

3° Unterhalt und Instandsetzung der Wohnungen und deren Zugänge;

4° Jahresabrechnung der ihrer Beschaffenheit entsprechend aufgegliederten Nebenkosten und die Höhe der entsprechenden Vorschusszahlungen;

5° allgemeine Massnahmen, die für das Einziehen von ausstehenden Mieten und Nebenkosten zu veranlassen sind;

6° die Hausordnung.

Eine Stellungnahme des Ausschusses kann für alle weiteren Angelegenheiten beantragt werden, die irgendwie mit dem Zweck der Gesellschaft in Verbindung stehen.

Stellungnahmen dürfen sich nie auf persönliche Fälle beziehen, ausser wenn der Betreffende ein schriftliches Mandat dem Ausschussvorsitzenden erteilt.

Art. 30. Der Ausschuss tritt innerhalb vier Monaten nach seiner Wahl zusammen. Er wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorstand, der zumindest einen Vorsitzenden und einen Schriftführer umfasst. Der Vorsitzende des Rates ist unverzüglich über die Zusammensetzung des Vorstandes in Kenntnis zu setzen.

Er darf hinterher nicht mehr zusammentreten, solange er eine Geschäftsordnung nicht verabschiedet und sie dem Ratsvorsitzenden nicht übermittelt hat.

Der Ausschuss bestimmt im Einvernehmen mit dem Vorsitzenden des Rates oder dessen Beauftragten, wie die für den ordentlichen Betrieb des Ausschusses erforderliche Nachrichtenübermittlung zu erfolgen hat.

Art. 31. Die Stellungnahmen bzw. Gutachten des Ausschusses werden mit Stimmenmehrheit der Mitglieder verabschiedet.

Bei Stimmengleichheit wird die Stellungnahme zurückgewiesen. Der Ausschuss kann nur dann ein Gutachten abgeben, wenn die Mehrheit der Mitglieder erreicht ist.

Die Gesellschaft stellt die Räume, die für einen ordentlichen Betrieb des Ausschusses erforderlich sind, zu seiner Verfügung und übernimmt die Sekretariatskosten.

Die Beschwerden werden dem Verwaltungsrat der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien vorgelegt, der nach Anhörung der Gesellschaft und des Vorsitzenden des Ausschusses oder dessen Beauftragten zu entscheiden hat.

Das Mandat der Ausschussmitglieder wird nicht vergütet.

Art. 32. Jedes Quartal unbeschadet der Anwendung des Artikels 30, Abs 2, hat der Ausschussvorsitzende auf Ersuchen des Ratsvorsitzenden oder dessen Beauftragten oder auf Antrag von wenigstens zwei Drittel der Ausschussmitglieder den Ausschuss zu einer Versammlung zusammenzurufen. An dieser Versammlung nehmen ein oder mehrere Vertreter der Gesellschaft teil, um die vom Rat beantragten Stellungnahmen zu behandeln.

Der Ratsvorsitzende oder dessen Beauftragter erstellt die Tagesordnung für diese Versammlung und führt ebenfalls den Vorsitz.

Die Einberufung erfolgt mit einem Brief am Wohnsitz wenigstens sieben volle Tage vor dem Tag der Versammlung; dieses Schreiben erwähnt die Tagesordnung.

Vorschläge, die nicht auf der Tagesordnung stehen, müssen dem Vorsitzenden des Rates oder dessen Beauftragten wenigstens drei volle Tage vor der Versammlung unterbreitet werden. Ihnen muss ein Erklärungsschreiben oder irgendwelches Dokument, das den Ausschuss unterrichten kann, beigefügt werden.

Die weiteren Bedingungen für die unter Absatz 1 erwähnten Versammlungen einschliesslich der dafür am besten geeigneten Wochentage sind gemeinsam vom Ratsvorsitzenden oder seinem Beauftragten und vom Ausschussvorsitzenden festzusetzen.

Das Gutachten muss innerhalb zehn Werktagen nach der Versammlung erteilt werden, im Laufe derer der Antrag behandelt wurde. Erhält der Vorsitzende des Rates keinen Bescheid bis zum Ablauf dieser Frist, dann gilt das Gutachten als günstig.

Jede Entscheidung des Rates bezüglich eines Gutachtens des Ausschusses ist dem Ausschussvorsitzenden innerhalb zehn Tagen nach der Versammlung des Rates zuzustellen.

Art. 33. Falls der Vorsitzende des Rates oder sein Beauftragter und der Ausschussvorsitzende bezüglich der unter Artikel 31, Abs. 3 angegebenen Bedingungen keine Einigung erzielen können, entscheidet die Regionale Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien nach Stellungnahme der Kommission.

Art. 34. Sollte im Laufe eines Quartals keine Versammlung stattgefunden haben, dann beruft der Generaldirektor der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien oder sein Beauftragter auf Antrag des Ausschussvorsitzenden oder seines Beauftragten unbeschadet der Anwendung von Artikel 33 eine Versammlung ein, die unter seinem Vorsitz im folgenden Quartal stattzufinden hat.

Art. 35. Falls der Rat ohne vorherige Beratung mit dem Ausschuss eine Entscheidung in einer der in Artikel 29, Abs. 1 erwähnten Angelegenheiten trifft, dann gilt diese Entscheidung als aufgehoben.

KAPITEL IV. — Übergangsbestimmungen

Art. 36. § 1. Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses gelten für die von der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft anerkannten Gesellschaften bis zum Inkrafttreten des Gesetzes vom 28. Dezember 1984 zur Abschaffung und Neugestaltung bestimmter gemeinnütziger Einrichtungen.

§ 2. Der in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Januar 1988 zur Festlegung der Zusammensetzung, der Aufgabe und der Arbeitsweise des beim Verwaltungsrates jeder von der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft anerkannten Gesellschaft eingesetzten Beratungsausschusses der Mieter und Eigentümer nimmt seine Aufgabe bis zur ersten Versammlung des in Anwendung des vorliegenden Erlasses gewählten Ausschusses wahr.

KAPITEL V. — Schlussbestimmungen

Art. 37. In Abweichung von Artikel 3, Abs. 1 wird im Jahre 1988 die Wahl der Mitglieder des Ausschusses am 10. Dezember 1988 vorgenommen.

Art. 38. Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Januar 1984 zur Festlegung der Zusammensetzung, der Aufgabe und der Arbeitsweise des beim Verwaltungsrat jeder von der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft eingesetzten Beratungsausschusses der Mieter und Eigentümer;

Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Dezember 1987 zur Festlegung der Zusammensetzung, der Aufgabe und der Arbeitsweise des beim Verwaltungsrat jeder von der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft anerkannten Gesellschaft eingesetzten Beratungsausschusses der Mieter und Eigentümer, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 28. Januar 1988, sind aufgehoben.

Art. 39. Vorliegender Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 40. Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 16. März 1988.

Der Minister des Haushalts,
der Finanzen und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wasserpolitik,
der ländlichen Erneuerung, der Naturerhaltung, des Personals und der Verwaltung,

G. COËME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 88 — 998

16 MAART 1988. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling van de samenstelling, de opdracht en de werking van de adviesraad voor huurders en eigenaars, ingesteld bij de Raad van beheer van elke door de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting erkende maatschappij

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 77bis, ingevoegd bij het decreet van de Waalse Gewest-raad van 26 januari 1983;

Gelet op het decreet van 25 oktober 1984 tot instelling van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 mei 1983 betreffende de huur van woningen beheerd door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting of de door haar erkende maatschappijen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 19 juli 1985, 11 september 1986 en 8 oktober 1987, inzonderheid op de artikelen 2, 4, 6, 7 en 8;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1972, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat bij toepassing van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 januari 1984 tot vaststelling van de samenstelling, de opdracht en de werking van adviesraden voor huurders en eigenaars ingesteld bij de raad van beheer van iedere door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting erkende maatschappij, de computatie van de termijnen van het kiezen van adviesraden voor huurders en eigenaars voor het jaar 1988 reeds begonnen is; dat het geboden is de datum van de verkiezingen uit te stellen ten einde tot die stemming over te gaan op basis van het nieuwe besluit, dat het geboden is zo vroeg mogelijk de begonnen rechtspleging te stoppen;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en het Toezicht,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1. Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort.
2. Bestuur : de Algemene Inspectie voor de Huisvesting.

3. Maatschappij : de door de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting erkende maatschappij waarop het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 mei 1983 betreffende de huur van woningen beheerd door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting of de door haar erkende maatschappijen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 19 juli 1985, 11 september 1986 en 10 oktober 1987 van toepassing is.

4. Woning : het voor de bewoning van één of meer gezinnen aangelegde appartement of huis.

5. Huurders : de personen die een huurcontract bezitten alsmede de leden van het gezin die de woning bewonen zoals bepaald in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 mei 1983 betreffende de huur van woningen beheerd door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting of de door haar erkende maatschappijen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 19 juli 1985, 11 september 1986 en 8 oktober 1987.

6. Eigenaars : de personen die een eigendomsrecht op een woning die tot de maatschappij behorende, bezitten.

HOOFDSTUK II. — Samenstelling

Art. 2. Er wordt bij de Raad van beheer van elke maatschappij een adviesraad voor huurders en eigenaars ingesteld; hij bestaat uit gewone leden en eventueel uit plaatsvervangende leden.

Er zijn 5, 7, 9 of 11 gewone leden naargelang het aantal door de kiezers bewoonde woningen die afhangen van de erkende maatschappij respectievelijk, lager is dan 1 000, lager is dan 2 000 of gelijk is aan of hoger is dan 3 000.

Art. 3. Om de vier jaar wordt op de tweede zaterdag van mei, verkiezing gehouden van de leden van de Adviesraad voor huurders en eigenaars, hierna genoemd « de Adviesraad ».

De verkiezingsverrichtingen hebben plaats tussen 8 en 12 uur.

Art. 4. De leden van de Adviesraad worden verkozen door de personen die op 1 september van het jaar dat het verkiezingsjaar voorafgaat, huurder of eigenaar waren, die de woning werkelijk bewonen en die op die datum ten minste 18 jaar oud waren.

De stemming is niet verplicht.

Art. 5. Vier maanden vóór de stemming stelt de Raad van beheer van de maatschappij, hierna genoemd « de Raad van beheer » een alfabetische lijst op van de kiezers. Gedurende de daaropvolgende vijftien dagen wordt de lijst samen met de tekst van dit besluit aangeplakt in de zetel van de erkende maatschappij.

Art. 6. Tijdens de in artikel 5 vastgestelde bekendmakingstermijn kunnen de in artikel 4, eerste lid, bedoelde huurders en eigenaars, een gemotiveerd verzoek indienen ten einde te worden ingeschreven of ten einde inschrijvingen die zij als zijnde onregelmatig beschouwen te laten schrappen.

De bezwaarschriften moeten bij ter post aangetekende brief aan de erkende maatschappij gericht worden of tegen ontvangstbewijs worden ingediend bij de zetel ervan.

Bij ontvangst van het bezwaarschrift zal de Raad van beheer zich erover uitspreken en aan de opsteller van bezwaarschriften onverwijld kennis geven van zijn beslissing bij ter post aangetekende brief.

Bij ontstentenis van kennisgeving binnen acht dagen na het opzenden of het indienen van het bezwaarschrift, wordt de gevraagde inschrijving geacht goedgekeurd of de schrapping geacht geweigerd te zijn.

Art. 7. Binnen zestien dagen na het opzenden of het indienen van het in artikel 6, tweede lid, bedoelde bezwaarschrift, kan de opsteller bij ter post aangetekende brief beroep instellen bij de in artikel 28 bedoelde Commissie voor Beroep en Toezicht.

De Commissie neemt een beslissing bij het ontvangen van het beroep. Zij geeft de opsteller van het bezwaarschrift en de Raad van beheer bij ter post aangetekende brief kennis van haar beslissing.

Bij ontstentenis van kennisgeving binnen tien dagen wordt de gevraagde inschrijving aanvaard geacht of de schrapping geweigerd geacht te zijn.

Art. 8. Zijn verkiesbaar, de kiezers van goed zedelijk gedrag die huurders of eigenaars zijn of het reeds waren op 1 januari van het jaar dat het verkiezingsjaar voorafgaat en die, wat de huurders betreft, met de betaling van de huurprijs in orde te zijn op het ogenblik waarop hun kandidatuur wordt ingediend.

Noch de leden van de raad van beheer, noch de leden van de maatschappij, noch het personeel van de maatschappij, noch familieleden van voornoemden die onder hetzelfde dak wonen, kunnen worden verkozen.

Iedere persoon die een politiek mandaat opgedragen bij directe of indirecte stemming en een mandaat van burgemeester uitoefent kan niet verkozen worden.

Binnen acht dagen na betekening door de maatschappij van het verwerpen van een kandidatuur op basis van de bepalingen van dit artikel, kan de betrokkene bij ter post aangetekende brief beroep instellen bij de in artikel 28 bedoelde Commissie voor Beroep en Toezicht. Die Commissie geeft de opsteller van het bezwaarschrift en de Raad van beheer, onverwijld bij ter post aangetekende brief kennis van haar beslissing. Bij ontstentenis van kennisgeving binnen zestien dagen wordt het kandidatuur goedgekeurd geacht te zijn.

Art. 9. De kandidaturen moeten uiterlijk op de zestigste dag vóór de verkiezing ingediend worden. Zij worden bij ter post aangetekende brief aan de maatschappij gericht of tegen ontvangstbewijs bij de zetel ervan ingediend.

Art. 10. De vijftiende dag vóór de verkiezing nodigt de Raad van beheer alle kiezers per persoonlijke brief uit.

De uitnodiging vermeldt de datum alsmede de plaats van de stemming, het aantal te kiezen leden, alsmede de lijst van de kandidaten opgemaakt overeenkomstig artikel 11.

Zij herinnert eraan dat de stemming tussen 8 en 12 uur plaatsheeft.

Artikelen 8 tot 12 van dit besluit worden in de uitnodiging opgenomen.

De tekst van de uitnodiging wordt in de zetel van de maatschappij aangeplakt tot op de dag van de verkiezing.

Art. 11. De vijftigste dag vóór de verkiezing stelt de Raad van beheer de alfabetische lijst van de kandidaten op. Deze lijst wordt in de zetel van de maatschappij aangeplakt, tot volgens het geval op de verkiezingsdag of tot de in artikel 13 vermelde vaststelling van de stopzetting van de verkiezingsprocedure of tot het uitroepen van de verkiezing zonder stemmen.

Art. 12. De bezwaren tegen de kandidatenlijst moeten uiterlijk de veertigste dag vóór de verkiezing bij ter post aangetekende brief ingediend worden, bij de in artikel 28 bedoelde Commissie voor Beroep en Toezicht.

Die Commissie doet uitspraak daarover en deelt bij ter post aangetekende brief onverwijld haar beslissing mede aan de opsteller van het bezwaarschrift en aan de Raad van beheer.

Indien uiterlijk dertig dagen vóór de verkiezing geen kennis wordt gegeven van de beslissing, wordt het bezwaarschrift goedgekeurd geacht te zijn.

Art. 13. Wanneer het verschil tussen het aantal kandidaten en het aantal te verkiezen gewone leden, vastgesteld overeenkomstig artikel 2, tweede lid, meer dan twee bedraagt, dan wordt de verkiezingsprocedure stopgezet.

Wanneer het verschil tussen het aantal kandidaten en het aantal te verkiezen gewone leden, vastgesteld overeenkomstig artikel 2, tweede lid, niet groter dan twee is, dan worden de kandidaten verkozen zonder stemming.

De Raad van beheer stelt de stopzetting van de verkiezingsprocedure of de verkiezing zonder stemming vast. In beide gevallen worden de kiezers hiervan op de hoogte gebracht.

Art. 14. De Raad van beheer staat in voor de praktische organisatie van de verkiezing. Hij neemt de nodige maatregelen ten einde de stemming in het geheim te laten verlopen.

Per duizend kiezers wordt één stembureau ingericht. Eén bureau wordt ingericht buiten de zetel van de maatschappij.

De tweeëntwintigste dag vóór de verkiezingen wordt de localisatie van de eventuele andere bureaus, door de Raad vastgesteld in het belang van de kiezers, in functie van de verwijdering van de woningen en van het aantal kiezers. Het aantal en de localisatie van de bureaus wordt aangeplakt tijdens de vijf volgende dagen in de zetel van de maatschappij.

Tijdens de duur van de in de vorige alinea voorziene bekendmaking kunnen de in artikel 4, alinea 1, bedoelde huurders en eigenaars een bezwaarschrift over het aantal of de localisatie van de bureaus, bij ter post aangetekende brief indienen, bij de in artikel 28 bedoelde Commissie voor Beroep en Toezicht.

De Commissie doet uitspraken bij het ontvangen van de bezwaren. Zij geeft bij ter post aangetekende brief de opsteller van het bezwaarschrift en de Raad onverwijld kennis van haar beslissing.

Bij ontstentenis van kennisgeving binnen tien dagen wordt het bezwaarschrift geweigerd geacht te zijn.

Art. 15. De tweeëntwintigste dag voor de verkiezing duidt de Raad van beheer de leden aan van het stembureau en van het stemopnemingsbureau. Zo nodig duidt hij ook de plaatsvervangende leden van die bureaus aan.

De stembureaus en stemopnemingsbureaus bestaan uit ten minste drie personen waaronder de voorzitter. De voorzitter is een lid van de Raad van beheer. Hij kiest een secretaris uit de verkiesbare kiezers die geen kandidaat zijn.

Art. 16. De twintigste dag vóór de verkiezing bepaalt de Raad van beheer de vorm van het stembiljet.

Op dit stembiljet moeten de benaming van erkende maatschappij, de verkiezingsdatum, de alfabetische kandidatenlijst, alsmede een stemvakje voor de naam van elk van de kandidaten voorkomen.

De Raad van beheer zal er voor zorgen dat er meer stembiljetten dan kiezers zijn.

Art. 17. De kandidaten mogen de stemming en de stemopneming bijwonen.

Art. 18. De kiezer wordt tot de stemming toegelaten na overlegging van zijn identiteitskaart en van zijn oproepingsbrief.

De kiezer die niet in het bezit is van zijn oproepingsbrief wordt tot de stemming toegelaten indien hij voorkomt op de in de artikelen 5 tot 7 bedoelde lijst.

Art. 19. De kiezer stemt op één of meer kandidaten. Het stembiljet is evenwel nietig indien het meer stemmen bevat dan er te verkiezen gewone leden zijn.

Art. 20. De kiezer vouwt zijn stembiljet in vier om zijn stem te verbergen en steekt het in de daarvoor bestemde stembus.

Ongeacht welk teken dat toelaat de identiteit van de kiezer vast te stellen, maakt het stembiljet ongeldig.

Zijn insgelijks ongeldig de andere stembiljetten dan die welke aan de kiezer op het ogenblik van de stemming zijn overhandigd.

Art. 21. De stemopneming gebeurt de dag van de stemming vanaf 13 uur.

Het stemopnemingsbureau telt het aantal stemmen dat elke kandidaat heeft gekregen en maakt de lijst op van de gewone en plaatsvervangende verkozenen; het maakt het proces-verbaal op van die verrichtingen.

Het nodigt de aanwezige kandidaten uit het proces-verbaal te ondertekenen.

Art. 22. Worden verkozen als gewone leden, de kandidaten die het hoogste aantal stemmen behaalden.

Bij staking van stemmen wordt verkozen de kandidaat die een woning sedert het hoogste aantal jaren bewoont.

Bij staking van stemmen en gelijk aantal jaren van bewoning wordt de oudste kandidaat verkozen.

Gedeelten van jaren van bewoning worden niet meegerekend.

Art. 23. Worden als plaatsvervangende leden verkozen de niet als gewone leden verkozen kandidaten die het hoogste aantal stemmen behaalden.

Het aantal plaatsvervangende leden mag niet groter zijn dan dat van de gewone leden.

De volgorde van de plaatsvervaarders wordt bepaald door het aantal behaalde stemmen. In voorkomend geval worden de bepalingen van artikel 22, leden 2 tot 4 toegepast.

Art. 24. Binnen achtenveertig uur na de verkiezing stuurt de voorzitter van het stembureau, een exemplaar van het proces-verbaal van de verrichtingen van dit bureau, bij ter post aangetekende brief naar de in artikel 28 bedoelde Commissie voor Beroep en Toezicht.

Binnen dezelfde termijn wordt een exemplaar van het proces-verbaal door de Raad van beheer aangeplakt in de zetel van de maatschappij en stuurt hij een exemplaar ervan naar iedere kandidaat.

Art. 25. Binnen acht dagen na de verkiezing kan elke kandidaat bij ter post aangetekende brief een bezwaarschrift indienen bij de in artikel 28 bedoelde Commissie voor Beroep en Toezicht.

De Commissie doet uitspraak daarover en deelt bij ter post aangetekende brief onverwijld haar beslissing mede aan de opsteller van het bezwaarschrift en aan de Commissie.

Bij ontstentenis van kennisgeving binnen dertig dagen na de verkiezing, wordt het bezwaarschrift goedgekeurd geacht te zijn.

Art. 26. Maakt niet langer deel uit van de Adviesraad, het gewone lid dat niet meer voldoet aan de in artikel 8 bepaalde verkiesbaarheidsvoorwaarden. Bovendien mag het lid dat aan diezelfde voorwaarden niet meer voldoet, in voorkomend geval, voor de uitoefening van een werkelijk mandaat niet aangeduid worden. De adviesraad stelt vast dat de betrokkene, volgens het geval, niet langer deel uitmaakt of niet deel kan uitmaken van de adviesraad en stelt hem hiervan in kennis bij ter post aangetekende brief.

Binnen acht dagen na ontvangst van die brief kan de betrokkene met een ter post aangetekende brief, een bezwaarschrift indienen bij de in artikel 28 bedoelde Commissie voor Beroep en Toezicht.

Die Commissie doet uitspraak daarover en deelt bij ter post aangetekende brief onverwijld haar beslissing aan de opsteller van het bezwaarschrift en aan de Raad van beheer.

Bij ontstentenis van kennisgeving binnen dertig dagen na verzending van het bezwaarschrift wordt het goed-gekeurd geacht te zijn.

Art. 27. Het gewone lid dat niet langer deel uitmaakt van de Adviesraad of waarvan het mandaat verstrijkt, wordt vervangen door een plaatsvervanger in de bij artikel 23, derde lid, bepaalde volgorde.

De Adviesraad is niet meer geldig samengesteld wanneer het aantal leden ervan kleiner is dan drie.

Art. 28. Er wordt een Commissie voor Beroep en Toezicht hierna genoemd « de Commissie » ingesteld.

Zij bestaat uit :

een voorzitter aangewezen door de Waalse Gewestexecutie;

twee leden aangewezen door de Minister onder de statutaire ambtenaren van niveau 1 van het Bestuur;

twee leden aangewezen door de Minister onder de statutaire ambtenaren van niveau 1 van het personeel van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting.

De zetel van de Commissie is bij het Bestuur gevestigd. Het secretariaat van de Commissie wordt ook waargenomen door het Bestuur dat de werkingskosten ervan ten laste neemt.

Naast de in de artikelen 7, 8, 12, 24, 25 en 26 bepaalde bevoegdheden heeft de Commissie een algemene bevoegdheid van toezicht op de verkiezingsprocedure. Daartoe kan zij iedere ambtenaar van het Bestuur opvorderen.

De reis- en verblijfkosten van de leden van de Commissie en van de door haar opgevorderde ambtenaren van het Bestuur zijn kosten die de ambtenaren van rang 10 tot 15 van het Bestuur genieten. Die kosten zijn ten laste van de begroting van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK III. — *Opdracht en werking*

Art. 29. Het advies van de Adviesraad moet worden gevraagd inzake volgende aangelegenheden :

1° de betrekkingen tussen de erkende maatschappijen en de eigenaars en huurders, en de informatie betreffende alle aangelegenheden met betrekking tot de respectieve rechten en verplichtingen van enerzijds de maatschappijen en van anderszijds de eigenaars en huurders;

2° de animatie en de sociale en culturele activiteiten in de gebouwen of gebouwencomplexen die van de maatschappij afhangen;

3° het onderhoud en de vernieuwing van de woningen en van de omgeving;

4° de jaarlijkse intekening der lasten verdeeld volgens de aard ervan en het bedrag van de erop betrekking hebbende voorschotten;

5° de te treffen algemene maatregelen voor de invordering van achterstallige huren en lasten;

6° het huishoudelijk reglement der gebouwen.

Het advies van de Adviesraad kan worden gevraagd voor elke andere aangelegenheid die met de doeleinden van de maatschappij overeenstemt.

Geen enkel advies mag betrekking hebben op individuele gevallen.

De Adviesraad kan aan de Raad suggesties van algemeen belang inzake materies vermeld in alinea 1 voorstellen.

Art. 30. De Adviesraad komt samen binnen vier maanden na de verkiezing ervan. De Adviesraad kiest onder zijn leden een bureau dat ten minste uit een voorzitter en een sekretaris bestaat. Hij geeft de voorzitter van de Raad van beheer onmiddellijk kennis van de samenstelling van het bureau.

Hij kan niet later samenkomen zolang hij een huishoudelijk reglement niet goedgekeurd heeft en het aan de voorzitter van de Raad van beheer medegedeeld heeft.

De Adviesraad bepaalt in gemeen overleg met de voorzitter van de Raad van beheer of zijn gemachtigde de wijze waarop de inlichtingen die nodig zijn voor de goede werking worden versterkt.

Art. 31. De Adviesraad brengt zijn adviezen uit bij meerderheid van stemmen van de leden waaruit hij is samengesteld;

Bij staking van stemmen wordt het advies verworpen. De Adviesraad mag geen advies uitbrengen zolang de meerderheid van zijn leden niet aanwezig is.

De maatschappij stelt ter beschikking van de Adviesraad de lokalen die voor zijn goede werking nodig zijn en neemt ten laste de secretariaatskosten. Iedere betwisting wordt voorgelegd aan de Raad van beheer van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting die uitspraak doet nadat de maatschappij en de voorzitter van de Adviesraad of haar afgevaardigde werd gehoord.

Het mandaat van de leden van de Adviesraad is onbezoldigd.

Art. 32. Ten minste eenmaal per kwartaal, onverminderd de toepassing van artikel 30, tweede lid, op verzoek van de voorzitter van de Raad van beheer of van zijn gemachtigde, op verzoek van ten minste twee derde van de leden van de Adviesraad, roept de voorzitter van de Adviesraad, deze Raad bijeen voor een vergadering die door een of meer vertegenwoordigers van de maatschappij wordt bijgewoond en waarop de door de Raad van beheer ingediende verzoeken om advies worden besproken.

De voorzitter van de Raad van beheer of zijn gemachtigde stelt de dagorde van de vergadering op en bekleedt er het voorzitterschap van.

De bijeenroeping geschiedt schriftelijk en thuis ten minste zeven werkdagen vóór de dag van de vergadering; zij vermeldt de dagorde.

Ieder voorstel die niet op de dagorde werd ingeschreven, moet ten minste drie werkdagen vóór de vergadering aan de voorzitter van de Raad of aan zijn afgevaardigde overhandigd worden; dit voorstel moet vergezeld worden van een nota ter verduidelijking of van ieder document dat van aard is de Adviesraad in te lichten.

Ieder probleem dat betrekking heeft op de in artikel 29, 1° tot 6° bedoelde aangelegenheden, kan bij de opening van de vergadering op de dagorde geplaatst worden.

De overige modaliteiten van de in het eerste lid bedoelde vergaderingen, met inbegrip van de keuze van de meest geschikte dagen van de week, worden in gemeen overleg vastgesteld door de voorzitter van de Raad van beheer of zijn gemachtigde en de voorzitter van de Adviesraad.

Het advies wordt uitgebracht binnen tien werkdagen na de vergadering waarop het verzoek om advies werd besproken. Indien bij het verstrijken van deze termijn geen advies aan de voorzitter van de Raad van beheer is medegedeeld, wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Iedere beslissing van de Raad van beheer betreffende een door de Adviesraad uitgebracht advies wordt bekend aan de voorzitter van de Adviesraad binnen tien dagen na de vergadering van de Raad van beheer.

Art. 33. Indien de voorzitter van de Raad van beheer of zijn gemachtigde en de voorzitter van de Adviesraad het niet eens kunnen worden omtrent de in artikel 32, vierde lid bedoelde modaliteiten, wordt de beslissing genomen door de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting op advies van de Commissie.

Art. 34. Indien er in de loop van een kwartaal geen enkele vergadering werd gehouden, roept onverminderd de toepassing van artikel 33 de directeur-generaal van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting of zijn gemachtigde, op verzoek van de voorzitter van de Adviesraad of van de voorzitter van de Raad van beheer of van zijn gemachtigde een vergadering bijeen die onder zijn voorzitterschap moet worden gehouden in het volgend kwartaal.

Art. 35. Wanneer de Raad van beheer een beslissing neemt betreffende één van de in artikel 29, eerste lid, bedoelde aangelegenheden zonder het advies te hebben ingewonnen van de Adviesraad, wordt die beslissing geschorst.

HOOFDSTUK V. — Overgangsbepalingen

Art. 36. § 1. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting erkende maatschappijen tot de inwerkingtreding van de wet van 28 december 1984 houdende afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut.

§ 2. Tot de eerste vergadering van de krachtens dit besluit gekozen Adviesraad, blijft de Adviesraad gekozen krachtens het besluit van 18 januari 1984 tot vaststelling van de samenstelling, de opdracht en de werking van de Adviesraad van huurders en eigenaars, ingesteld bij de Raad van beheer van elke door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting erkende maatschappij zijn opdracht uit te oefenen.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 37. In afwijking van artikel 3, eerste lid, worden in 1988 de leden van de Raad op 10 december 1988 verkozen.

Art. 38. Worden opgeheven :

Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 januari 1984 tot vaststelling van de samenstelling, de opdracht en de werking van de Adviesraad voor huurders en eigenaars ingesteld bij de Raad van beheer van elke door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting erkende maatschappij.

Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1987 tot vaststelling van de samenstelling, de opdracht en de werking van de Adviesraad voor huurders en eigenaars ingesteld bij de Raad van beheer van elke door de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting erkende maatschappij.

Art. 39. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 40. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de Huisvesting behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 maart 1988.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve.

G. COËME

De Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en het Toezicht,

A. DALEM

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Bestuur der Erediensten, Giften, Legaten en Stichtingen

Internationale vereniging « Zebra »
Rechtspersoonlijkheid. — Statuten. — Goedkeuring

Bij koninklijk besluit van 5 mei 1988 :

- 1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de internationale vereniging « Zebra », waarvan de zetel te Brussel gevestigd is;
- 2° worden de statuten van deze vereniging goedgekeurd.

Internationale vereniging « European Aquaculture Society »,
te Bredene. — Wijzigingen der statuten. — Goedkeuring

Bij koninklijk besluit van 5 mei 1988 worden de wijzigingen goedgekeurd, aangebracht aan de artikelen 7 en 8 der statuten van de internationale vereniging « European Aquaculture Society », waarvan de zetel te Bredene gevestigd is.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Administration des Cultes, Dons, Legs et Fondations

Association internationale « Zebra », à Bruxelles
Personnalité civile. — Statuts. — Approbation

Un arrêté royal du 5 mai 1988 :

- 1° accorde la personnalité civile à l'association internationale « Zebra », dont le siège est à Bruxelles;
- 2° approuve les statuts de cette association.

Association internationale « European Aquaculture Society »,
à Bredene. — Modifications aux statuts. — Approbation

Un arrêté royal du 5 mai 1988 approuve les modifications apportées aux articles 7 et 8 des statuts de l'association internationale « European Aquaculture Society », dont le siège est à Bredene.